

Déclaration du SNASUB-FSU sur la situation des personnels administratifs et techniques.

CTA du 15 octobre 2012

Monsieur le Recteur,

A l'occasion de votre premier CTA de l'académie de Caen, le SNASUB-FSU souhaite vous sensibiliser sur la situation des agents administratifs et techniques.

Comme vous le savez, la valeur du point d'indice est bloquée depuis le 1^{er} juillet 2010 alors que l'inflation a augmenté de 2% en moyenne chaque année. La Prime de Fonctions et de Résultats, dont nous contestons le rôle, appliquée à la catégorie A et B, est bloquée depuis leur mise en place. Pour les agents de catégorie C, la plus nombreuse, l'IAT n'a pas été relevée en 2012 au motif que le Ministère de l'Education nationale a atteint la moyenne interministérielle. Par ailleurs, nous demandons l'application des taux nationaux et non des taux inférieurs comme cela est pratiqué depuis des années dans l'académie de Caen.

Nous tenons à souligner l'extrême urgence d'une prise en compte des niveaux de salaires particulièrement bas pour tout nos collègues. Le début de carrière d'un agent de catégorie C commence au SMIC et il lui faut 14 ans pour gagner 5 points d'indice ! Un agent de catégorie B en début de carrière est désormais à 1,02 fois le SMIC et celui de catégorie A à 1,13 fois le SMIC. Les personnels sont gravement touchés par une smicardisation de l'ensemble des carrières et de leur tassement. Comment motiver les agents dans ces conditions ? Enfin, les contractuels sont les plus mal lotis : ils ne bénéficient d'aucune indemnité, n'ont pas vu l'application des indemnités IAT et IFTS au contraire de ce qui s'est produit dans d'autres ministères ou fonctions publiques. Dans notre académie, c'est un manque à gagner de plus de 170 euros par mois. Or, sur cette question, le recteur a des marges de manœuvre.

De façon générale, il est urgent de revoir la grille indiciaire pour une refonte globale. Il est urgent de requalifier les emplois, en tout premier lieu ceux de la catégorie C, de C en B et de B en A.

Enfin, il est impossible d'avoir des services publics dignes de ce nom sans un recrutement massif de personnels afin d'assurer les missions qui relèvent de notre responsabilité. Les personnels attendent pour tous les secteurs un geste significatif.

Pour terminer, le SNASUB-FSU s'oppose à une nouvelle phase de décentralisation, défend le maintien de l'ensemble des personnels des établissements scolaires et des CIO dans le statut de la fonction publique d'Etat et demande la fin de la RGPP.